

CHAMBRES D'AGRICULTURE UNE CONFÉRENCE- DÉBAT CONSACRÉE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Comment le changement climatique est-il perçu par les agriculteurs ? Quelles peuvent être les motivations au changement ? Comment construire et concilier des stratégies territoriales d'atténuation et d'adaptation pour l'agriculture ? L'APCA et l'AFJA ont proposé des regards d'experts et des débats interactifs pour aborder ces questions le 1^{er} juillet dernier.

Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA) et l'Association Française des Journalistes Agricoles (AFJA) ont organisé le 1^{er} juillet une conférence-débat, en partenariat avec Alimentation-générale.fr et CDC Climat, pour débattre sur les pratiques des agriculteurs et les stratégies territoriales pour faire face au changement climatique.

AGRICULTEURS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE ? ILS SONT LES MIEUX PLACÉS POUR L'OBSERVER !

Les agriculteurs sont à la fois les premiers concernés par le changement climatique mais sont aussi des acteurs de la lutte contre celui-ci. En effet, il existe une palette d'actions permettant non seulement de réduire les émissions, mais aussi de stocker du carbone et de produire des énergies renouvelables. Le secteur agricole a d'ores et déjà commencé à réduire ses émissions mais il reste maintenant à diffuser plus largement les bonnes pratiques.

« En Champagne, on a mesuré une hausse de la température moyenne de 1°C depuis 25 ans, une avancée de la date de vendange de 2 semaines, et le rendement potentiel a augmenté de 50 % », a illustré Arnaud Descôtes, directeur ad-

joint du Comité vin de Champagne (CIVC). « Pour autant, les agriculteurs ont du mal à faire la différence entre la météo et le climat qui, lui, s'observe à long terme, souligne Laurence Ligneau, chargée de mission Energie-Climat de la Chambre régionale d'agriculture de Bretagne. Et surtout à savoir comment agir sur leur propre exploitation. »

Pour Bertille Thareau, sociologue à l'école d'agriculture d'Angers (ESA), « le changement climatique est vécu par les agriculteurs comme une injonction de plus, d'où un scepticisme voire un déni. Quant aux conseillers, ils évitent de parler de ce sujet, même s'ils préconisent des mesures favorables. » « D'où

un manque de connaissance globale de la part des agriculteurs sur les actions à mener, alors qu'il existe des mesures dites « sans regret », c'est-à-dire qui sont à la fois bénéfiques au niveau environnemental et économique », poursuit Laurence Ligneau.

Pourtant, les agriculteurs mettent déjà en place des mesures d'atténuation de gaz à effet de serre (GES). « Nous avons présenté à un groupe d'agriculteurs une liste de pratiques qui ont un effet positif. Tous en avaient mis en place mais aucun ne le savait, poursuit Bertille Thareau. Il y a une urgence à faire connaître ces mesures et les chiffrer en kg d'équivalent CO₂ économisés. Faire un chiffrage pourrait leur permettre de mieux communiquer et les encourager à aller plus loin. »

Dominique Bordeaux, éleveur laitier dans la Mayenne, a quant à lui, planté des haies (200 m/ha) et de l'agroforesterie (13 ha). « J'ai amélioré de 20 % le



●●● bilan GES de mon exploitation. De plus, j'ai créé une nouvelle activité en vendant du bois de chauffage ».

L'AGRICULTURE UN SECTEUR CLÉ FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

À moins de six mois de la COP 21, la deuxième table ronde s'est ouverte sur la question des enjeux croisés du changement climatique concernant à la fois les ressources (eau, foncier, biodiversité...) mais également les impacts sur l'agriculture.

Pascal Ferey, président de la Chambre d'agriculture de la Manche a réexpliqué en quoi le secteur agricole est un secteur clef face au changement climatique, via des services tels que les énergies renouvelables, le stockage du carbone ou la lutte contre les inondations (zones humides...). Devant cette nécessité de « décarboner » notre économie sur le fossile, Pascal Ferey a souligné qu'il fallait réfléchir d'urgence à comment produire et exploiter ce « carbone vert ».

Des conditions de production de la biomasse et le développement de nouvelles filières énergie / matériaux / chimie dont les différents enjeux sont à prioriser dans cette période charnière qui imbrique l'environnement, l'économie et le social, comme l'a rappelé Jean-Claude Bévilleard de l'ONG France nature environnement. Laurent Bellet, conseiller Eau et Energie chez EDF, a répondu à la question de la gouvernance des ressources dans les territoires : à la fois au service de l'intérêt général (logique d'atténuation) et avec des intérêts locaux (logique d'adaptation). Ce qu'on appelle la « démocratie écologique ». Pour cela, ce dernier s'est appuyé sur l'exemple d'un projet de multi-usage de l'eau des réservoirs hydroélectriques en Durance réalisé avec les agriculteurs de la région.

L'eau, enjeu majeur pour l'agriculture, sera pour la première fois un sujet abordé comme prioritaire lors de la COP21 a insisté Angélique Delahaye, député européen à la stratégie de l'Union européenne en vue de la COP21. ●

LA RECHERCHE DE SOLUTIONS PARTAGÉES

Par Jean-Claude BEVILLARD

Administrateur - Pilote du Réseau Agriculture France Nature Environnement



« Il est nécessaire que le monde agricole échange avec les acteurs des différents groupes sociaux sur les problématiques d'adaptation et les recherches de limitation d'impact du changement climatique. L'agriculture est un secteur d'activité qui concerne l'ensemble de la société, du fait de son rôle visant à nourrir à la population mais aussi à gérer l'espace et notre environnement. Cette conférence était de ce point de vue très intéressante et constructive. Je pense en effet qu'il y a des transformations fondamentales à apporter à l'agriculture. Le monde agricole se trouve face à de sérieux problèmes. Ce contexte fait que les agriculteurs se sentent relativement isolés ce qui génère parfois une attitude plutôt défensive. Ce repli sur soi n'arrivera cependant pas à produire des solutions durables, il faut

impérativement créer les conditions d'une amélioration de ce dialogue. De l'autre côté, nos concitoyens ont souvent une méconnaissance des réalités du secteur agricole, il faut donc retisser des liens et communiquer de façon pragmatique et apaisée pour trouver des solutions partagées. Les questions agricoles sont également très liées aux modes de consommation, ce qui relève de la responsabilité de chacun, on peut évoquer ainsi la prise de conscience de la saisonnalité des aliments, des bénéfices environnementaux apportés par les circuits courts... Il y a donc là une démarche d'ouverture et de compréhension indispensable à engager pour relever le défi de lutte contre le changement climatique tout en répondant aux enjeux alimentaires mondiaux. Les solutions ne sont pas hors de portée.

6



L'AGRICULTURE CONTRIBUE AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE : VRAI / FAUX

Par Hervé LEJEUNE

Cette journée climat a été introduite par Hervé Lejeune (membre du CGAAER) et un diaporama portant sur toutes les idées reçues concernant l'agriculture et le réchauffement climatique. Hervé Lejeune est l'auteur du livre « Retour sur terre, contre les idées reçues sur l'agriculture, l'alimentation et la forêt » publié début 2015 aux éditions France Agricole.

Guy VASSEUR

Président de l'APCA.



AUJOURD'HUI LA DÉMARCHÉ NE SE SITUE PLUS DANS LA CONTROVERSE MAIS DANS UNE PRISE EN COMPTE DES RÉALITÉS ET DANS LA RECHERCHE POUR TROUVER LES SOLUTIONS COLLECTIVES PERMETTANT DE CONTRER ET MINIMISER CE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE.

DES ACTIONS À LONG TERME PEU VALORISÉES EN TERMES DE COMMUNICATION

Interview d'Arnaud DESCÔTES, Directeur technique adjoint du Comité Champagne.

En Champagne, cela fait maintenant plus de 15 ans que nous mettons en œuvre diverses actions et expérimentations liées à l'adaptation ou à la lutte vis-à-vis du changement climatique et pourtant nous ne communiquons presque pas vers le grand public. La difficulté réside en effet sur le fait que les programmes d'actions sont élaborés et poursuivis à moyen et long termes. Les résultats mettant un grand laps de temps à se faire ressentir, nous sommes donc loin de l'immédiateté et cette démarche demande beaucoup de recul. Il faut rappeler que le rythme de culture est annuel et que le cycle de production est de trois à cinq ans. Dans les faits, la communication semble donc extrêmement faible par rapport à la somme d'actions engagées. Pour ce qui est de l'adaptation, nous disposons de solutions techniques à la fois viticoles et œnologiques pour le court et le moyen termes. Pour le long terme, nous avons d'ores et déjà mis en place des expérimentations pour répondre aux scénarii les plus pessimistes du GIEC. Cela se traduit par des expérimentations en rupture avec nos pratiques actuelles comme par exemple

la plantation expérimentale de vignes semi-larges (de 2 m à 2,20 m d'écartement entre rangs au lieu de 1 m ou 1,10 m actuellement) ou encore la recherche par hybridation de nouveaux cépages résistants aux principales maladies et mieux adaptés aux contraintes climatiques futures. Pour ce qui est de la lutte contre le réchauffement cli-

matique nous avons mis en place dès 2003 un plan carbone afin de proposer aux acteurs (viticulteurs, coopératives, maisons) une cinquantaine de mesures comme l'enherbement des vignes, la réduction du poids des bouteilles de Champagne, l'usage d'emballages biosourcés ou le recyclage du bois de vigne.



DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU CHANGEMENT DES PRATIQUES AGRICOLES

Par **Frédéric LEVRAULT**

Frédéric Levrault (expert changement climatique du réseau des Chambres d'agriculture) est intervenu pour expliquer quel pouvait être le rôle des Chambres d'agriculture dans l'accompagnement et le conseil aux agriculteurs, en particulier dans la création de nouvelles références. Frédéric Levrault est le coordinateur du Livre Vert du projet ANR CLIMATOR (édité par l'ADEME) ainsi que le concepteur de l'Observatoire Régional sur l'Agriculture et le Changement cLimatiquE (ORACLE).



VISUALISER LES VIDÉOS DE CETTE CONFÉRENCE SUR :



Rédaction
Iris ROZE

Propos recueillis par
Victor SIMÉON et Iris ROZE
Chambres d'agriculture France, Pôle Relations publiques et communication

Avec l'Appui de
Philippe TOUCHAIS
Chargé de mission
«Climat, Energie, Biomasse»
Service Innovation Développement et Pratiques Agricoles